



ETAT DE FRIBOURG
STAAT FREIBURG

Conseil d'Etat CE
Staatsrat SR

Route des Arsenaux 41, 1700 Fribourg

T +41 26 305 10 40
www.fr.ch/ce

Conseil d'Etat
Route des Arsenaux 41, 1700 Fribourg

PAR COURRIEL

Département fédéral de l'intérieur DFI
Office fédéral de Culture OFC
3003 Bern

Courriel : aemterkonsultationen@bak.admin.ch
isos@bak.admin.ch

Fribourg, le 18 mai 2026

2026-382

Mesures visant une meilleure application de l'Inventaire fédéral des sites construits d'importance nationale à protéger en Suisse (ISOS)

Modification de l'ordonnance concernant l'Inventaire fédéral des sites construits à protéger en Suisse (OISOS) et de l'ordonnance sur l'aménagement du territoire (OAT) – Procédure de consultation

Madame, Monsieur,

Nous vous remercions pour la consultation citée en titre et prenons position comme suit :

Généralités

D'une manière générale, la modification de l'ordonnance reflète les résultats de la planification des mesures de la table ronde ISOS organisée par la Confédération. Les discussions menées dans le cadre de la table ronde ont permis d'élaborer non seulement un catalogue de mesures, qui produiront leurs effets à différents niveaux étatiques, mais aussi de trouver un compromis efficace sur les controverses relatives à l'application directe du droit fédéral. Dans ce sens, les modifications proposées de l'ordonnance constituent globalement un cadre cohérent qui, grâce à des bases claires, renforce l'ISOS tout en résolvant les problèmes d'application identifiés. Nous constatons toutefois qu'un besoin de précision subsiste en ce qui concerne l'installation d'infrastructures photovoltaïques dans le contexte de bâtiments protégés.

Art. 9, al. 4 P-OISOS Système d'évaluation ISOS

Nous saluons la clarification du système d'évaluation existant et le maintien simultané de la notion de « conservation intégrale » dans le cadre des objectifs de conservation de l'ISOS fondés sur l'art. 6, al. 2, LPN et appliqués aux niveaux cantonal et communal, sur la base de l'art. 11 OISOS.

Art. 10. al. 1bis P-OISOS Interventions dans le cadre de l'accomplissement de tâches fédérales

Nous soutenons pleinement la modification de l'ordonnance telle qu'elle est formulée et qui précise le rapport fonctionnel entre tâche et/ou autorisation fédérale et objectif de protection. Cela permet de délimiter l'application de manière adéquate et évitera une instrumentalisation de la notion de tâches fédérales sans lien direct avec l'objectif de conservation visé et découlant de l'application de l'ISOS. Nous recommandons d'accompagner cette modification d'un guide d'application.

Art. 11 al. 3 P-OISOS Prise en compte par les cantons

La nouvelle modification de l'ordonnance permettra aux cantons et aux communes de disposer d'une plus grande marge de manœuvre. Nous soutenons le fait que l'obligation de prendre en compte l'ISOS dans les planifications cantonales et communales soit inscrite dans l'ordonnance sur la base de la jurisprudence actuelle. Cela contribuera également à renforcer la sécurité juridique et la sécurité de la planification.

Art. 32b, al. 1, let. b, et al. 2, E-OAT

Nous soutenons globalement les modifications de la disposition, car elles clarifient les points litigieux concernant l'autorisation d'installations solaires dans les zones, les ensembles et les éléments individuels classés dans l'ISOS avec l'objectif de conservation A. La distinction entre « constructions existantes » et « nouvelles constructions » est importante. Pour les installations solaires sur les monuments historiques, le principe selon lequel l'octroi d'une autorisation est strictement encadré devra prédominer, afin de préserver la qualité du patrimoine bâti selon sa catégorisation. Toutefois, nous demandons l'ajout d'un art. 32b bis concernant l'installation d'infrastructures photovoltaïques sur des biens culturels d'importance cantonale ou nationale. Nous renvoyons ici aux propositions formulées par la Conférence des directeurs cantonaux des travaux publics, de l'aménagement du territoire et de l'environnement, laquelle se base sur la proposition de la Conférence des directeurs cantonaux de l'énergie.

Nous tenons à souligner qu'il est essentiel que les autres mesures adoptées lors de la table ronde, qui ne relèvent pas d'un cadre réglementaire, soient poursuivies. Elles concernent directement le travail des services cantonaux et communaux chargés de la conservation des monuments historiques par les améliorations proposées des procédures. Dans cet esprit, nous vous remercions d'avance pour le traitement rapide de cette question et pour l'implication des services compétents.

En vous remerciant de nous avoir associé à cette consultation, nous vous prions de croire, Madame, Monsieur, à l'assurance de nos sentiments les meilleurs.

Au nom du Conseil d'Etat :

Philippe Demierre, Président



Danielle Gagnaux-Morel, Chancelière d'Etat

Annexes

—

Prise de position modèle de la Conférence des délégué-e-s cantonaux aux affaires culturelles CDAC

Prise de position de la Conférence suisse des conservatrices et conservateurs des monuments CSCM

Prise de position de la Conférence des directeurs cantonaux des travaux publics, de l'aménagement du territoire et de l'environnement DTAP

Copie

—

à la Direction de la formation et des affaires culturelles, pour elle et le Service des biens culturels ;

à la Direction du développement territorial, des infrastructures, de la mobilité et de l'environnement ;

à la Direction de l'économie, de l'emploi et de la formation professionnelle ;

à la Chancellerie d'Etat.

30 mars 2026

Prise de position modèle du comité directeur de la CDAC dans le cadre de la procédure de consultation relative aux mesures visant une meilleure application de l’Inventaire fédéral des sites construits d’importance nationale à protéger en Suisse (ISOS)

Modification de l’ordonnance concernant l’Inventaire fédéral des sites construits à protéger en Suisse (OISOS) et de l’ordonnance sur l’aménagement du territoire (OAT)

Généralités	2
Commentaire des dispositions	2
Art. 9, al. 4, P-OISOS	2
Art. 10 P-OISOS Interventions lors de l’accomplissement de tâches de la Confédération	2
Art. 11 P-OISOS Prise en compte par les cantons	3
Art. 32b, al. 1, let. b, et 2, P-OAT	3
Conséquences et réflexions complémentaires	3



Madame, Monsieur,

Nous vous remercions de nous avoir donné la possibilité d'exprimer notre avis dans le cadre de la procédure de consultation relative à la modification de l'ordonnance concernant l'Inventaire fédéral des sites construits à protéger en Suisse (OISOS) et de l'ordonnance sur l'aménagement du territoire (OAT).

Généralités

Le comité directeur de la CDAC accueille positivement les modifications de l'OISOS proposées. De manière générale, celles-ci reflètent les résultats du travail accompli dans le cadre de la Table ronde ISOS, qui a conduit à l'élaboration d'un paquet de mesures complet et à un compromis viable sur des questions controversées liées à l'application directe du droit fédéral. Ces deux approches opérationnelles fournissent une base solide pour la présente révision.

Le comité directeur de la CDAC considère que les modifications prévues constituent une approche efficace et équilibrée : elles renforcent l'ISOS en clarifiant les bases et contribuent en même temps à résoudre les problèmes actuels en matière d'application. Le comité salue en particulier le fait que la modification d'ordonnance puisse déployer ses effets sans tarder, ce qui permettra un allègement rapide des procédures et améliorera la sécurité juridique et la sécurité de la planification.

Les modifications proposées contribueront en outre à restreindre davantage le champ d'application des prescriptions fédérales aux questions présentant un lien effectif avec la protection des sites construits. En stipulant notamment que les tâches fédérales doivent se limiter aux questions relevant spécifiquement de la protection des monuments historiques, elles permettront d'éviter l'extension des dispositions à des cas non pertinents et d'appliquer l'ISOS de manière plus efficace.

Par conséquent, nous pensons que le projet, en précisant et en restreignant le rapport fonctionnel entre l'objet de l'autorisation et la protection du site construit, permettra à l'ISOS d'être mieux accepté. L'application pratique s'en trouvera facilitée et la compréhension des instruments accrue.

Commentaire des dispositions

Art. 9, al. 4, P-OISOS

Le comité directeur de la CDAC soutient l'adaptation proposée, en particulier la clarification du système d'évaluation actuel, qui est lié au principe de la conservation intacte énoncé à l'art. 6, al. 2, de la loi fédérale sur la protection de la nature et du paysage (LPN). Cette modification crée une base importante pour une application cohérente aux niveaux cantonal et communal au sens de l'art. 11 OISOS.

Nous approuvons également les précisions concernant le système d'évaluation. Elles apportent une clarté supplémentaire et augmentent la marge de manœuvre des cantons et des communes. Il convient en particulier de relever l'approche pragmatique de la nouvelle formulation, qui favorise une application différenciée et est davantage compatible avec le développement des structures du milieu bâti existantes.

Art. 10 P-OISOS Interventions lors de l'accomplissement de tâches de la Confédération

Le comité directeur de la CDAC accueille favorablement la précision du rapport fonctionnel entre norme fédérale et objectif de protection, qui permet de délimiter l'application de manière adéquate et contribuera à éviter à l'avenir l'extension abusive ou non pertinente des dispositions en matière de protection. Néanmoins, il est à prévoir que la mise en œuvre concrète nécessitera un degré de précision supplémentaire. Nous appelons donc à l'élaboration, à titre complémentaire, de guides d'application adéquats afin de garantir une mise en œuvre uniforme et adaptée à la pratique.



Art. 11 P-OISOS Prise en compte par les cantons

Cette adaptation est souhaitable. Elle étend la marge de manœuvre des cantons et des communes, clarifie et formalise l'obligation de prendre en compte l'ISOS dans les planifications cantonales et communales, conformément à la jurisprudence actuelle au niveau de l'ordonnance, ce qui augmentera considérablement la sécurité juridique et la sécurité de la planification et favorisera une mise en œuvre cohérente dans les processus de planification.

Nous saluons également la clarté apportée par la précision en lien avec l'intérêt public national avéré, qui permettra une pesée des intérêts plus transparente et plus compréhensible.

Art. 32b, al. 1, let. b, et 2, P-OAT

Le comité directeur de la CDAC est favorable aux modifications prévues. La distinction entre constructions existantes et nouvelles constructions est appropriée et nécessaire. Le comité approuve en outre expressément la précision apportée au terme de « bien culturel », qui lève des incertitudes et évitera notamment des restrictions inutiles pour les nouvelles constructions, par exemple s'agissant de la mise en place d'installations solaires.

Nous souscrivons en particulier à la clarification relative à l'autorisation des installations solaires dans les périmètres ISOS assortis d'un objectif de sauvegarde A. Dans le même temps, il importe de s'assurer que les installations solaires sur des biens culturels demeurent soumises à des exigences élevées en matière de qualité. Il s'agit de la seule façon de garantir que l'intégration de ce type d'installations restera compatible avec les objectifs de protection des sites construits et des monuments historiques.

Conséquences et réflexions complémentaires

Dans l'ensemble, les adaptations envisagées laissent prévoir un allègement des procédures et une diminution des cas litigieux, ce qui est particulièrement important au regard des défis actuels, notamment en matière de construction de logements. En parallèle, il est probable que la charge supplémentaire liée à l'exécution restera globalement limitée pour les cantons.

La révision contribuera à la garantie et au développement à long terme de l'ISOS, sans affaiblir son effet de protection. Elle permettra en particulier d'éviter de nouvelles demandes de remise en cause fondamentale de l'ISOS ou de sa délégation aux cantons.

Pour conclure, nous tenons à souligner l'importance de poursuivre la mise en œuvre des mesures élaborées lors de la Table ronde ISOS, qui ne font pas partie de la présente modification. Ces mesures portent notamment sur l'optimisation des procédures et sur la collaboration entre les différents échelons et services impliqués. Leur mise en œuvre est essentielle pour améliorer à long terme l'application de l'ISOS.

En vous remerciant de l'attention que vous voudrez bien porter à notre prise de position, nous vous adressons,

Madame, Monsieur, nos meilleures salutations.

Georg Matter | Co-président de la CDAC

Cléa Redalié | Co-présidente de la CDAC

Document sans signature

KSD CSCM CSSM, c/o Barbara Franzen, Vorderegg 16, 8166 Niederweningen

Office fédéral de Culture
3003 Bern

Par courrier: aemterkonsultationen@bak.admin.ch

Niederweningen, 7.3.2026

Modification de l'application de l'ordonnance concernant l'Inventaire fédéral des sites construits à protéger (OISOS) et de l'ordonnance sur l'aménagement du territoire (OAT)

Prise de position de la Conférence suisse des conservatrices et conservateurs des monuments (CSCM)

Nous vous remercions de nous donner l'occasion de nous exprimer dans le cadre de la procédure de consultation relative à la modification de l'ordonnance concernant l'Inventaire fédéral des sites construits à protéger en Suisse (OISOS) et de l'ordonnance sur l'aménagement du territoire (OAT).

La Conférence suisse des conservatrices et des conservateurs des monuments historiques (CSCM) représente les intérêts des services de conservation des monuments historiques aux niveaux national et cantonal et s'engage en faveur d'une protection globale de notre patrimoine culturel. À ce titre, nous nous engageons à renforcer l'approche intégrale de la culture du bâti-

Appréciation de la proposition d'ordonnance

La CSCM soutient les propositions de modification de l'ordonnance (VISOS). Nous nous permettons toutefois de prendre brièvement position sur certains paragraphes ci-dessous. D'une manière générale, la modification de l'ordonnance reflète les résultats de la planification des mesures de la table ronde ISOS. La CSCM a participé activement aux discussions de la table ronde et a également présenté la position des services cantonaux des monuments historiques lors de l'audition de la CSEC-N sur la motion du conseiller aux États Benjamin Würth. Nous tenons à remercier une nouvelle fois tous les offices fédéraux qui ont participé à la préparation et au suivi, en particulier l'Office fédéral de la culture.

Les discussions menées dans le cadre de la table ronde ont permis d'élaborer non seulement un catalogue de mesures, qui produiront leurs effets à différents niveaux étatiques, mais aussi de trouver un compromis efficace sur les controverses relatives à l'application directe du droit fédéral. Ces deux approches sont soutenues par les acteurs de la table ronde et constituent ainsi une base solide pour la modification de l'ordonnance.

KSD CSCM CSSM, c/o Barbara Franzen, Vorderegg 16, 8166 Niederweningen

Du point de vue de la CSCM, les modifications proposées de l'ordonnance constituent un cadre cohérent qui, grâce à des bases claires, renforce l'ISOS tout en résolvant les problèmes d'application identifiés.

La nécessité d'une évolution du cadre légal a été clairement confirmée lors de la table ronde. La modification de l'ordonnance permet de traiter rapidement et efficacement la question de l'application directe (art. 10, al. 1bis E-OISOS). Contrairement à une modification de la loi, elle permet d'adapter rapidement le cadre réglementaire pour apaiser la polémique actuelle, tout en garantissant la sécurité juridique et la sécurité de la planification. Nous saluons cet effort du point de vue de nos pratiques professionnelles que ce soit au niveau des cantons ou des communes.. Nous nous attendons même à un renforcement de l'ISOS, dans la mesure où les potentiels d'opposition à la protection des sites bâtis seront réduits par rapport à aujourd'hui. Cela permettra une meilleure acceptation de l'ISOS dans son ensemble. Les possibilités d'invoquer l'ISOS comme motif d'opposition dans les procédures juridiques seront limitées.

Nous saluons également le fait qu'une clarification ait été apportée concernant le système d'évaluation (art. 9, al. 4, E-OISOS). Nous nous réjouissons également de l'amélioration apportée à l'art. 11, al. 3, E-OISOS, qui aligne l'obligation de prendre en compte l'ISOS dans les planifications cantonales et communales sur la jurisprudence actuelle. Cela contribuera également à renforcer la sécurité de la planification.

Art. 4 E-OISOS

La CSCM soutient en principe la modification proposée de l'ordonnance. En ce qui concerne les objectifs de conservation de l'ISOS fondés sur l'art. 6, al. 2, LPN et appliqués aux niveaux cantonal et communal, sur la base de l'art. 11 OISOS, nous saluons la clarification du système d'évaluation existant et le maintien simultané de la « conservation intégrale» (art. 6 LPN).

Art. 10 E-OISOS Interventions dans le cadre de l'accomplissement de tâches fédérales

La CSCM soutient pleinement la modification de l'ordonnance telle qu'elle est formulée. Nous attirons toutefois l'attention sur le fait que les termes choisis sont très solides sur le plan juridique, mais qu'ils nécessitent certaines explications pour leur application pratique. Nous recommandons d'accompagner cette modification d'un guide d'application..

Art. 11 E-OISOS Prise en compte par les cantons

La nouvelle modification de l'ordonnance permettra aux cantons et aux communes de disposer d'une plus grande marge de manœuvre. Nous soutenons le fait que l'obligation de prendre en compte l'ISOS dans les planifications cantonales et communales soit inscrite dans l'ordonnance sur la base de la jurisprudence actuelle. Cela contribuera également à renforcer la sécurité juridique et la sécurité de la planification.

Art. 32b, al. 1, let. b, et al. 2, E-OAT

La CSCM soutient les modifications de l'ordonnance, car elles clarifient les points litigieux concernant l'autorisation d'installations solaires dans les zones, les ensembles et les éléments individuels classés dans l'ISOS avec l'objectif de conservation A. La distinction entre « constructions existantes » et « nouvelles constructions » est importante. Pour les installations

Konferenz der **Schweizer**
Denkmalpflegerinnen
und Denkmalpfleger

KSD

Conférence **suisse** des
conservatrices et conservateurs
des monuments

CSCM

Conferenza **svizzera** delle
soprintendenti e dei
soprintendenti ai monumenti

CSSM

KSD CSCM CSSM, c/o Barbara Franzen, Vorderegg 16, 8166 Niederweningen

solaires sur les monuments historiques, le principe selon lequel l'octroi d'une autorisation est strictement encadré devra prédominer, afin de préserver la qualité du patrimoine bâti.

Nous tenons à souligner qu'il est essentiel que les autres mesures adoptées lors de la table ronde, qui ne relèvent pas d'un cadre réglementaire, soient poursuivies. Elles concernent directement le travail des services cantonaux et communaux chargés de la conservation des monuments historiques par les améliorations proposées des procédures. Dans cet esprit, nous vous remercions d'avance pour le traitement rapide de cette question et pour l'implication des services compétents.

Nous vous remercions d'avoir pris en compte notre prise de position et nous vous transmettons nos meilleures salutations. P

Avec nos meilleures salutations



Barbara Franzen
Directrice générale CSCM

Entwurf

isos@bak.admin.ch

Eidgenössisches Departement des Innern EDI
Bundesamt für Kultur BAK
Sektion Baukultur / ISOS
Hallwylstrasse 15
3003 Bern

Bern, 06. Mai 2026

Änderung der Verordnung über das Bundesinventar der schützenswerten Ortsbilder der Schweiz (VISOS) und der Raumplanungsverordnung (RPV)

Stellungnahme der BPUK

Sehr geehrte Damen und Herren

Mit Schreiben vom 11. Februar 2026 hat der Bundesrat das Vernehmlassungsverfahren zur Änderung der Verordnung über das Bundesinventar der schützenswerten Ortsbilder der Schweiz (VISOS) und der Raumplanungsverordnung (RPV) eröffnet. Die Bau-, Planungs- und Umweltdirektoren-Konferenz (BPUK) nimmt dazu wie folgt Stellung.

I. Allgemeine Würdigung

Die BPUK würdigt die Vernehmlassungsvorlage im Grundsatz positiv. Sie greift zentrale Anliegen auf, die im Zusammenhang mit der Anwendung des ISOS in den letzten Jahren wiederholt thematisiert worden sind, setzt die vom Bundesrat beschlossenen prioritären Massnahmen aus dem Runden Tisch ISOS auf Verordnungsstufe um und trägt dazu bei, die Anwendung bundesrechtlicher Vorgaben stärker auf Fragestellungen mit tatsächlichem Bezug zum Ortsbild zu fokussieren sowie den Handlungsspielraum von Kantonen und Gemeinden klarer zu umschreiben.

Die vorliegende Stellungnahme stützt sich auf die fachlichen Mitberichte der kantonalen Konferenzen, namentlich der Schweizerischen Kantonsplanerkonferenz (KPK), der Konferenz der Beauftragten für Natur- und Landschaftsschutz (KBNL), der Konferenz Kantonaler Energiedirektoren und ihrer Fachkonferenz, der Konferenz der kantonalen Energiefachstellen (EnDK/EnFK), sowie der Erziehungsdirektorenkonferenz (EDK) und ihrer Fachkonferenz, der Konferenz der kantonalen Kulturbeauftragten (KBK).

Gleichzeitig zeigen die fachlichen Beiträge, dass in einzelnen Bereichen noch Präzisierungsbedarf besteht – namentlich bei den Erhaltungszielen nach Art. 9 VISOS, bei der Eingrenzung und Handhabung der Direktanwendung des ISOS nach Art. 10 und 11 VISOS sowie bei den Regelungen zu Solaranlagen in Art. 32b ff. RPV. Vor diesem Hintergrund erscheint es angezeigt, die konkrete Ausgestaltung einzelner Bestimmungen punktuell zu präzisieren und den Vollzug durch ergänzende Klarstellungen im erläuternden Bericht, geeignete Vollzugshilfen und – soweit angezeigt – zusätzliche Bestimmungen auf Verordnungsstufe zu unterstützen.

II. Bemerkungen und Anträge zu einzelnen Bestimmungen der Verordnung über das Bundesinventar der schützenswerten Ortsbilder der Schweiz (VISOS)

a. Art. 9 Abs. 4 VISOS

Die BPUK begrüsst die angestrebte Präzisierung der Erhaltungsziele, welche den Kantonen und Gemeinden bei der Umsetzung des ISOS mehr Klarheit und einen klar definierten Handlungsspielraum verschafft. Gleichzeitig hält sie fest, dass die neue Formulierung des Erhaltungsziels «Erhalten des Charakters» zwar zusätzliche Flexibilität für die Innenentwicklung schafft, aber auch die Gefahr birgt, dass der bisherige Mindestschutz für den charakterprägenden Bestand eines Ortsbildteils – insbesondere das bisher verlangte Gleichgewicht zwischen Alt- und Neubauten sowie der Erhalt zentraler Elemente – stärker sinkt, als es der Vorlage und den Ergebnissen des Runden Tisches zu entnehmen ist. Zudem erscheint es mit Blick auf die Planungssicherheit angezeigt, im Gesetzestext klarzustellen, dass sich die integrale Erhaltung beim Erhaltungsziel «Erhalten der Substanz» auf die für das Ortsbild wesentlichen Bauten, Anlageteile und Freiräume bezieht, damit die Praxis eindeutig zwischen kernbestimmender Substanz und weniger gewichtigen Elementen unterscheiden kann.

Anträge zu Art. 9 Abs. 4

Antrag 1:

- Bst. a ist wie folgt zu ergänzen (Ergänzung unterstrichen):

Erhalten der Substanz beziehungsweise der Freifläche: Erhalten der Substanz bedeutet, alle Bauten, Anlageteile und Freiräume, die für das Ortsbild wesentlich sind, integral zu erhalten und bestehende Beeinträchtigungen zu beseitigen; Erhalten der Freifläche bedeutet, die Beschaffenheit als Kulturland oder als Freiraum sowie die für das Ortsbild wesentliche Vegetation und wesentlichen Altbauten zu erhalten und bestehende Beeinträchtigungen zu beseitigen.

Begründung: Bei der Erfüllung von Bundesaufgaben stellen die ISOS-Erhaltungsziele direkt anwendbare rechtsverbindliche Vorgaben dar, von denen gestützt auf Art. 6 Abs. 2 des Bundesgesetzes über den Natur- und Heimatschutz (NHG) nur abgewichen werden darf, wenn gleich- oder höherwertige Interessen von ebenfalls nationaler Bedeutung entgegenstehen. Vor diesem Hintergrund ist zentral, dass der vom Bundesrat beabsichtigte Anwendungsspielraum der

Erhaltungsziele im Verordnungstext selbst hinreichend klar erkennbar ist und nicht erst aus den Erläuterungen abgeleitet werden muss. Die Ergänzung, wonach sich die integrale Erhaltung auf die für das Ortsbild wesentlichen Bauten, Anlageteile und Freiräume bezieht, präzisiert das Erhaltungsziel A, indem sie den hohen Schutz auf jene Elemente fokussiert, welche das Ortsbild tatsächlich prägen, und gleichzeitig eine sachgerechte Differenzierung gegenüber untergeordneten Strukturen ermöglicht. Dies entspricht sowohl der fachlichen Konzeption des ISOS als auch dem Ziel der Revision, klare und vollzugstaugliche Erhaltungsziele zu formulieren.

Antrag 2:

- Bst. c ist wie folgt anzupassen, indem der erste Teil der bisher geltenden Formulierung beibehalten wird (Änderungen gegenüber der Vorlage unterstrichen):

Erhalten des Charakters: Erhalten des Charakters bedeutet, das Gleichgewicht zwischen Alt- und Neubauten zu bewahren und die Elemente zu erhalten, die den ursprünglichen Zweck des Ortsbildteils illustrieren und für dessen Charakter wesentlich sind.

Begründung: Gemäss erläuterndem Bericht sollen die vorgeschlagenen Anpassungen der ISOS-Erhaltungsziele die geltende Schutzwirkung nicht unverhältnismässig einschränken. Bei Art. 9 Abs. 4 Bst. c erscheint dies in der vorgeschlagenen Fassung jedoch nicht hinreichend gewährleistet. Der Ersatz des Begriffs «Gleichgewicht» durch «Durchmischung» schwächt das Erhaltungsziel «Erhalten des Charakters» ab, weil damit der qualitative und quantitative Bezug zwischen Alt- und Neubauten weniger klar gefasst wird. Dies erschwert den Vollzug und birgt das Risiko, dass der Charakter eines Ortsbildteils stärker verändert werden kann, als dies gemäss Zielsetzung der Revision beabsichtigt ist. Vor diesem Hintergrund erscheint es sachgerecht, zumindest den ersten Teil der bisherigen Formulierung beizubehalten, um die Schutzwirkung und die Lesbarkeit des Ortsbildcharakters zu sichern.

Antrag 3:

- Das Erhaltungsziel C gemäss Bst. c ist im erläuternden Bericht präzise zu umschreiben. Dabei ist insbesondere der Sinn des Begriffs «Zweck des Ortsbildteils» zu erläutern und – für den Fall, dass der Bundesrat entgegen dem Antrag auf Beibehaltung der bisherigen Formulierung den neuen Begriff «Durchmischung von Alt- und Neubauten» beibehält – der Sinn dieses Begriffs sowie der Unterschied zur bisherigen Formulierung («Gleichgewicht zwischen Alt- und Neubauten») klar darzustellen.

Begründung: Mit der neu vorgesehenen Fassung von Art. 9 Abs. 4 Bst. c werden die bisher verwendeten, relativ klaren Begriffe «Gleichgewicht zwischen Alt- und Neubauten» und «integral» durch offenere Begriffe wie «Durchmischung von Alt- und Neubauten» und «Zweck des Ortsbildteils» ersetzt. Diese neue Terminologie erlaubt zwar eine stärkere Auseinandersetzung mit den

spezifischen örtlichen Gegebenheiten, eröffnet aber auch zusätzlichen Interpretationsspielraum und ist im kantonalen und kommunalen Vollzug anspruchsvoller zu handhaben. Eine präzise Umschreibung des Erhaltungsziels C im erläuternden Bericht ist daher erforderlich, damit der Sinn der neuen Begriffe und – sofern die bisherige Formulierung geändert wird – der Unterschied zur bisherigen Fassung nachvollziehbar wird und klar bleibt, in welchem Umfang der charakterprägende Bestand eines Ortsbildteils weiterhin zu erhalten ist. Dies gewährleistet, dass die Schutzwirkung des Erhaltungsziels «Erhalten des Charakters» nur im politisch beabsichtigten Umfang reduziert wird und unterstützt Kantone und Gemeinden dabei, die Bestimmung einheitlich, transparent und rechtssicher anzuwenden.

b. Art. 10 Abs. 1^{bis} VISOS

Die BPUK erachtet die mit Art. 10 Abs. 1^{bis} vorgesehene Präzisierung des funktionalen Zusammenhangs zwischen der Erfüllung einer Bundesaufgabe und der direkten Anwendung des ISOS als grundsätzlich sachgerecht, weil sie zu mehr Klarheit und einer besser eingegrenzten Anwendung des ISOS beitragen kann. Gleichzeitig stellt sie fest, dass die vorgeschlagene Bestimmung inhaltlich und sprachlich sehr komplex aufgebaut ist, was den kantonalen und kommunalen Vollzug erschwert und die Rechts- und Planungssicherheit für Vorhabenträgerinnen und Vorhabenträger beeinträchtigen kann. Vor diesem Hintergrund erscheint es angezeigt, die Norm einfacher und übersichtlicher zu formulieren und im erläuternden Bericht klar darzustellen, bei welchen bundesrechtlichen Bewilligungen tatsächlich von einer Bundesaufgabe mit direkter Relevanz für den Ortsbildschutz auszugehen ist und in welchen Fällen eine zusätzliche Direktanwendung des ISOS zu vermeiden ist.

Anträge zu Art. 10 Abs. 1^{bis}

Antrag 1:

- Art. 10 Abs. 1^{bis} ist sprachlich und systematisch zu vereinfachen und klarer zu strukturieren; die Zulässigkeitsvoraussetzungen sind präzise zu umschreiben und, soweit möglich, im Anhang zur Verordnung beispielhaft zu benennen.

Begründung: Art. 10 Abs. 1^{bis} legt fest, wann eine bundesrechtliche Bewilligung innerhalb der Bauzone eine direkte Anwendung des ISOS auslöst und damit zusätzliche Prüf- und Begutachtungsverfahren nach sich ziehen kann. Angesichts der Komplexität der heutigen Formulierung und des umfangreichen erläuternden Berichts ist es wichtig, dass die Zulässigkeitsvoraussetzungen aus dem Verordnungstext selbst klar, verständlich und ohne vertiefte Zusatzlektüre ersichtlich sind. Eine sprachlich und systematisch vereinfachte Fassung mit präzisen Kriterien und – wo sinnvoll – beispielhaften Umschreibungen erhöht die Rechts- und Planungssicherheit und erleichtert den Vollzug, ohne den beabsichtigten, funktionalen Zusammenhang zwischen Bundesaufgabe und Ortsbildschutz in Frage zu stellen.

Antrag 2:

- Art. 10 Abs. 1^{bis} ist so zu ergänzen, dass bundesrechtliche Bewilligungen innerhalb der Bauzone, bei denen die Berücksichtigung der Auswirkungen auf das Ortsbild keine Voraussetzung ist und deren bewilligtes Element keine Auswirkungen auf das Ortsbild hat, nicht allein aufgrund dieser Bewilligung eine zusätzliche Direktanwendung des ISOS und eine Begutachtung durch die eidgenössischen Kommissionen auslösen, sofern das Vorhaben einer Richt- oder Nutzungsplanung entspricht, in deren Rahmen das ISOS bereits berücksichtigt wurde.

Begründung: Die beantragte Ergänzung dient der Rechts- und Planungssicherheit. Wurde das ISOS bereits im Rahmen einer rechtskräftigen Richt- oder Nutzungsplanung berücksichtigt und entspricht das spätere Vorhaben dieser Planung, rechtfertigt es sich, eine erneute Begutachtung durch die eidgenössischen Kommissionen nicht bereits allein deshalb auszulösen, weil zusätzlich eine bundesrechtliche Bewilligung ohne unmittelbaren Bezug zum Ortsbild erforderlich ist. Dies trägt dem Umstand Rechnung, dass die massgeblichen ortsbildschutzrechtlichen Fragen bereits auf Planungsstufe geprüft worden sind; vorbehalten bleiben Fälle, in denen das konkret zu beurteilende Element weitergehende oder wesentlich andere Auswirkungen auf das Ortsbild hat.

Antrag 3:

- Die Bundesaufgaben im Sinne von Art. 2 Abs. 1 NHG, die weiterhin eine direkte Anwendung des ISOS nach Art. 10 VISOS auslösen, sind in einer Übersicht darzustellen; im erläuternden Bericht sind zudem die bundesrechtlichen Bewilligungen zu präzisieren, für deren Erteilung die Berücksichtigung der Auswirkungen auf das Ortsbild keine Voraussetzung ist. Ergänzend sind geeignete Anwendungsleitfäden zu erarbeiten, unter Mitwirkungsmöglichkeit der Kantone, um eine einheitliche und praxistaugliche Umsetzung in den Kantonen sicherzustellen.

Begründung: Die direkte Anwendung des ISOS setzt voraus, dass eine Bundesaufgabe im Sinne von Art. 2 Abs. 1 NHG vorliegt und das Vorhaben das Ortsbild tatsächlich berührt. Damit diese anspruchsvolle Abgrenzung in der Praxis nachvollziehbar und einheitlich erfolgt, braucht es eine transparente Übersicht über die relevanten Bundesaufgaben sowie eine Klärung jener bundesrechtlichen Bewilligungen, bei denen der Ortsbildschutz keine Rolle spielt. Eine solche Darstellung, ergänzt durch Anwendungsleitfäden, stärkt die Rechts- und Planungssicherheit und unterstützt Kantone und Gemeinden dabei, Art. 10 VISOS sachgerecht und schweizweit konsistent anzuwenden.

c. Art. 11 Abs. 3 VISOS

Aus Sicht der BPUK ist es zu begrüssen, dass die Berücksichtigungspflicht des ISOS bei kantonalen und kommunalen Planungen in Art. 11 VISOS klar auf Verordnungsstufe verankert und mit einem erweiterten Handlungsspielraum für Kantone und Gemeinden verbunden wird. Gleichzeitig ist mit Blick auf die Rechts- und Planungssicherheit wesentlich, dass die Interessenabwägung nach Art. 3 RPV stufengerecht und möglichst frühzeitig im Rahmen der Richt- und Nutzungsplanung erfolgt und bei nachfolgenden planungskonformen Vorhaben angemessen berücksichtigt wird. Vor diesem Hintergrund erscheint es angezeigt, den neuen Abs. 3 stärker auf die Planungen von Kantonen und Gemeinden auszurichten und im erläuternden Bericht klarzustellen, dass die Mitwirkung der eidgenössischen Kommissionen primär auf Planungsstufe erfolgen und rechtskräftige planerische Festlegungen bei späteren Vorhaben grundsätzlich zu respektieren sind, sofern keine wesentlich anderen Auswirkungen auf das Ortsbild vorliegen.

Anträge zu Art. 11 Abs. 3

Antrag 1:

- Art. 11 Abs. 3 ist wie folgt zu formulieren (Streichung durchgestrichen, Ergänzung unterstrichen): Die Kantone und Gemeinden können ~~bei der Erfüllung ihrer Aufgaben~~ in ihren Planungen von den Erhaltungszielen abweichen, wenn aufgrund der Interessenabwägung nach Art. 3 der Raumplanungsverordnung vom 28. Juni 2000 andere Interessen überwiegen.

Begründung: Mit der Bezugnahme auf die Planungen wird klargestellt, dass der neue Abs. 3 dort anwendbar sein soll, wo die Interessenabwägung nach Art. 3 RPV in der Praxis hauptsächlich vorgenommen wird, nämlich im Rahmen der Richt- und Nutzungsplanung der Kantone und Gemeinden.

Antrag 2:

- Im erläuternden Bericht zu Art. 11 VISOS ist darzulegen, dass die Interessenabwägung nach Art. 3 RPV möglichst frühzeitig und stufengerecht im Rahmen der Richt- und Nutzungsplanung zu erfolgen hat, dass eine allfällige Mitwirkung der eidgenössischen Kommissionen grundsätzlich auf dieser Planungsstufe vorzunehmen ist und dass rechtskräftige planerische Festlegungen bei nachfolgenden planungskonformen Vorhaben grundsätzlich zu respektieren sind, sofern keine weitergehenden oder wesentlich anderen Auswirkungen auf das Ortsbild vorliegen.

Begründung: Eine präzise Darstellung dieser Punkte im erläuternden Bericht ist wichtig, weil sie verdeutlicht, dass die zentralen Entscheidungen zum Umgang mit dem ISOS frühzeitig im Rahmen der Richt- und Nutzungsplanung und nicht erst im Baubewilligungsverfahren getroffen werden sollten. So ist für Kantone, Gemeinden, Fachkommissionen des Bundes und Projektträger klar ersichtlich, wann und wie die Interessenabwägung vorzunehmen ist und welche Wirkung rechtskräftige

Planungen für spätere, planungskonforme Vorhaben haben. Dies erhöht die Rechts- und Planungssicherheit, verhindert Doppelspurigkeiten und reduziert das Risiko, dass bereits abgestützte Planungsentscheide bei einzelnen Baugesuchen erneut grundsätzlich infrage gestellt werden.

III. Bemerkungen und Anträge zur RPV-Vorlage

a. Art. 32b Abs. 1 Bst. b und Abs. 2 RPV

Mit den vorgesehenen Anpassungen von Art. 32b RPV wird die ISOS-Direktanwendung bei Solaranlagen klarer auf bestehende Bauten in Gebieten mit Erhaltungsziel A fokussiert und präzisiert, ab wann ein Bau als bestehend gilt, was die BPUK grundsätzlich positiv beurteilt. Ebenfalls begrüsst wird die ausdrückliche Abgrenzung von Neu- und Ersatzneubauten gegenüber dem Begriff des Kulturdenkmals, womit eine vom Gesetzgeber beabsichtigte Klärung aufgenommen wird, die zur Verfahrensvereinfachung beiträgt und unnötige Einschränkungen bei Neubauten vermeiden soll. Gleichzeitig ist aber sicherzustellen, dass diese Öffnung nicht zu ungewollten Beeinträchtigungen von ISOS-Objekten führt und dass für Solaranlagen auf Kulturdenkmälern weiterhin hohe qualitative Anforderungen gelten. Ebenso bedarf die Praxis hinreichend klarer Kriterien und Umsetzungshilfen, damit die Schnittstelle zwischen Solarenergie und Schutzinteressen rechts- und planungssicher gehandhabt werden kann.

Anträge zu Art. 32b Abs. 1 Bst. b und Abs. 2

Antrag 1:

- Im erläuternden Bericht ist deutlich und gut sichtbar darzulegen, dass nur bestehende Bauten in Gebieten oder Baugruppen sowie Einzelelemente in ISOS-Gebieten mit Erhaltungsziel A als Kulturdenkmäler im Sinne von Art. 18a Abs. 3 RPG gelten und dass Neu- und Ersatzneubauten nicht darunterfallen.

Begründung: Für den Vollzug durch Kantone und Gemeinden ist es wichtig, dass die Entlastung von Neu- und Ersatzneubauten nicht nur systematisch, sondern auch ausdrücklich klar erkennbar ist. Eine prägnante Klarstellung im erläuternden Bericht stellt sicher, dass die beabsichtigte Abgrenzung einheitlich verstanden und angewendet wird, ohne dass der Verordnungstext weiter ausgebaut werden muss.

Antrag 2:

- Einfügen eines neuen Art. 32b^{bis} «Solaranlagen auf bestehenden Kulturdenkmälern von kantonaler oder nationaler Bedeutung (gemäss Art. 18a Abs. 3 RPG)» mit folgendem Wortlaut (kursiv):
Solaranlagen, die auf oder an bestehenden Kulturdenkmälern von kantonaler oder nationaler Bedeutung (Art. 18a Abs. 3 RPG) angebracht werden, bewirken keine wesentliche Beeinträchtigung dieses Kulturdenkmals, wenn sie die folgenden Voraussetzungen erfüllen:
a. Sie sind genügend angepasst gemäss Art. 18a Abs. 1 RPG und Art. 32a respektive Art. 32a^{bis}.

b. Sie genügen erhöhten Gestaltungsanforderungen, indem sie in Bezug auf Montageort, Anordnung, Form und Farbgebung die ausdrücklich beschriebenen charakteristischen Merkmale des Kulturdenkmals, die seine Schutzwürdigkeit begründen, ohne Einschränkung erhalten oder zumindest grösstmöglich schonen und ohne Schädigung des Kulturdenkmals zurückgebaut werden können, wenn die Schutzziele dies erfordern. Bei einer umfassenden Dachsanierung mit Ersatz der historischen Bausubstanz stellt die Installation einer neuen flächenbündigen Solaranlage keine wesentliche Beeinträchtigung dar.

c. Sie sind so auf oder am Kulturdenkmal oder in der Nachbarschaft zu einem solchen angebracht, dass sie von öffentlich zugänglichen Standorten im direkten und näheren Umfeld nur in geringem Mass einsehbar sind oder ansonsten gemäss Art. 32b^{bis} Bst. b so gestaltet sind, dass sie die Umgebung nicht wesentlich beeinträchtigen. Ist ein Gebäude nur aufgrund seines Situationswertes geschützt, stellt eine Solaranlage grundsätzlich keine wesentliche Beeinträchtigung dar.

Begründung: Die BPUK beantragte bereits in ihrer Stellungnahme vom 25. September 2024 zur RPV-Vernehmlassung (Nr. 2024/54) die Aufnahme dieses Artikels. Die vorgesehene Anpassung von Art. 32b RPV bietet Anlass, die Regelung zu Solaranlagen auf Kulturdenkmälern weiter zu präzisieren. Art. 18a Abs. 3 RPG verlangt, dass solche Anlagen Kulturdenkmäler von kantonaler oder nationaler Bedeutung nicht wesentlich beeinträchtigen; die Verordnung konkretisiert jedoch bisher nicht hinreichend, unter welchen Voraussetzungen dies anzunehmen ist. Diese Unklarheit erschwert den Vollzug und führt in der Praxis häufig zu zurückhaltenden, zeitaufwändigen und kostenintensiven Bewilligungsverfahren. Mit dem vorgeschlagenen Art. 32bbis werden nachvollziehbare Kriterien für die Einzelfallprüfung geschaffen. Dies stärkt die Rechts- und Planungssicherheit für Kantone, Gemeinden, Bauherrschaften und Planende und trägt dazu bei, Solaranlagen auch auf geschützten Objekten mit der gebotenen Sorgfalt und unter Wahrung der Schutzinteressen besser realisieren zu können.

Antrag 3:

- Einfügen eines neuen Art. 32b^{ter} «Solaranlagen in Ortsbildschutzgebieten von kantonaler oder nationaler Bedeutung (gemäss Art. 18a Abs. 4 RPG)» mit folgendem Wortlaut (kursiv):
In Ortsbildschutzgebieten von kantonaler oder nationaler Bedeutung (gemäss Art. 18a Abs. 3 RPG) dürfen Massnahmen zur ästhetischen Einpassung von Solaranlagen gemäss Art. 32b^{bis} Buchstabe c maximal 10% höhere Anlagekosten gegenüber der Ausführung einer genügend angepassten Solaranlage gemäss Art. 18a Abs. 1 RPG und Art. 32a respektive Art. 32a^{bis} bewirken.

Begründung: Die BPUK beantragte bereits in ihrer Stellungnahme vom 25. September 2024 zur RPV-Vernehmlassung (Nr. 2024/54) die Aufnahme dieses Artikels. Der vorgeschlagene Art. 32b^{ter} steht im Zusammenhang mit Art. 32b^{bis} und betrifft Solaranlagen auf nicht geschützten Bestandes- und Neubauten in Ortsbildschutzgebieten, nicht aber Kulturdenkmäler selbst. In solchen Gebieten ist

zwar dem Schutz des Ortsbilds Rechnung zu tragen; zugleich sieht Art. 18a Abs. 4 RPG vor, dass die Interessen an der Nutzung der Solarenergie ästhetischen Anliegen grundsätzlich vorgehen. Für den Vollzug ist jedoch oft unklar, wie weit gestalterische Anforderungen im Einzelfall gehen dürfen. Dies führt zu Rechtsunsicherheit und kann die Realisierung von Solaranlagen unnötig erschweren oder verteuern. Mit dem vorgeschlagenen Art. 32b^{ter} wird diese Interessenabwägung für die Praxis nachvollziehbarer ausgestaltet, indem der Umfang zulässiger Einpassungsmassnahmen in einem verhältnismässigen Rahmen konkretisiert wird. Dies trägt zu mehr Rechts- und Planungssicherheit für Kantone, Gemeinden, Bauherrschaften und Planende bei und unterstützt eine sachgerechte Umsetzung des gesetzlichen Grundsatzes, ohne den Ortsbildschutz in Frage zu stellen.

Die BPUK dankt Ihnen für die Berücksichtigung unserer Hinweise. Wir sind bereit, sich im Rahmen der weiteren Arbeiten zur Präzisierung der VISOS und der RPV konstruktiv einzubringen und gemeinsam mit dem Bund Lösungen für eine praxistaugliche Anwendung des ISOS zu entwickeln.

Freundliche Grüsse

**Bau-, Planungs- und
Umweltdirektoren-Konferenz BPUK**

Der Präsident



Jean-François Steiert

Die Generalsekretärin



Mirjam Bütler

Kopie an:

- Mitglieder BPUK, EnDK, EDK;
- Präsidenten und Geschäftsführende von KBNL, KPK, EnFK, KBK;
- Y. Bichsel und S. Schürer, GS UVEK;
- S. Hostettler, GS EDI;
- C. Bachmann, Direktorin BAK;
- R. Mayer, Direktor ARE